

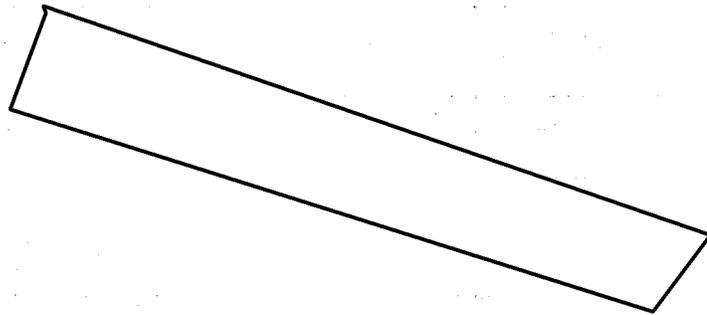
Approved For Release 2007/03/02 : CIA-RDP83-00415R007200140015-0

INTELLIGENCE

J. B. TITO

DISCOURS

PRONONCÉ
AU DEUXIÈME CONGRÈS
DU PC DE SERBIE



25X1

LE LIVRE JOUGOSLAVE

49

Approved For Release 2007/03/02 : CIA-RDP83-00415R007200140015-0

Approved For Release 2007/03/02 : CIA-RDP83-00415R007200140015-0

J. B. FITO

DISCOURS

*PRONONCE LE 21 JANVIER 1949
AU DEUXIEME CONGRES
DU PC DE SERBIE*

Approved For Release 2007/03/02 : CIA-RDP83-00415R007200140015-0

Camarades,

Répondant à votre désir, je prendrai la parole. Je vais vous entretenir succinctement de certaines questions que vous connaissez déjà, qui ne sont pas nouvelles, dont vous avez déjà beaucoup parlé ici même, mais qui, dans la situation actuelle, doivent être traitées et soulignées bien davantage que cela ne serait nécessaire dans des circonstances normales.

Ce que je désire souligner particulièrement et avant tout, c'est la question de votre Deuxième Congrès et l'unité inébranlable qui s'y manifeste une fois de plus. Si nous considérons que plus de six mois se sont déjà écoulés depuis le Cinquième Congrès du PCY, que, depuis lors, ont eu lieu les Congrès du PC de Bosnie-Herzégovine, de Slovénie, de Croatie, du Monténégro et de Macédoine, où se sont manifestées la même unanimité et la même unité dans les rangs de notre Parti, c'est alors que nous nous rendons compte combien notre Parti est trempé et ferme, si ferme qu'aucune attaque, aucune manœuvre pour briser son unité, même venant du Bureau d'Information

— 4 —

des partis communistes, n'ont pu lui nuire. Il me semble que ceux qui ont lancé contre nous leurs accusations mensongères devraient tenir compte de ce fait. Ils devraient se demander comment notre Parti a-t-il pu résister à toutes les tentatives qui ont été faites pour briser son unité. En réfléchissant bien, ils devraient aboutir à la conclusion logique que notre Parti a pu résister à toutes les attaques contre son unité : premièrement, parce que ses membres se sont aguerris dans l'âpre lutte de Libération nationale et la lutte révolutionnaire ; deuxièmement, parce que, dans cette longue lutte, notre Parti a épuré ses rangs et s'est préparé à faire face aux situations les plus difficiles ; troisièmement, parce que, après le Parti bolchévik, c'est notre Parti qui a accompli les plus grandes actions révolutionnaires ; quatrièmement, parce que notre Parti s'appuie sur la puissante organisation politique de masse que représente le Front Populaire ; cinquièmement, parce que notre Parti a suivi, depuis 1937 jusqu'à ce jour, une ligne politique juste dans sa base dans toutes les questions, ce qui lui a permis de réaliser les objectifs de cette ligne ; sixièmement, parce que non seulement pour chaque membre de notre Parti, mais pour chaque citoyen de notre pays il est évident que notre Parti n'a pas dévié de la ligne du marxisme-léninisme, mais, au contraire, qu'il conduit notre pays vers le socialisme d'une manière conséquente ; septièmement, parce que les membres de notre Parti sont profondément conscients de ce que signifie l'unité dans les rangs du Parti pour le succès de l'édification du socialisme dans notre pays et rejettent par conséquent avec mépris tous

les appels à la contre-révolution de certains journaux et stations de radiodiffusion communistes les incitant à fomenter des troubles intérieurs et à liquider ainsi inévitablement toutes les acquisitions de notre pénible lutte. Voilà pourquoi notre Parti est encore plus ferme et plus trempé après toutes ces accusations injustes dont il a été l'objet.

Veillez sans relâche à l'unité de notre Parti. Ne permettez à personne, quel qu'il soit, de briser ses rangs. Sachez que ce serait un acte hostile non seulement à l'égard de notre Parti, mais aussi de nos peuples. Soyez vigilants et impitoyables envers quiconque tenterait de le faire.

Vous avez parlé à votre Congrès de vos succès et de vos faiblesses. Je pense que votre tâche principale, aujourd'hui, est de mettre tout en œuvre pour qu'il y ait dans votre travail le moins possible de ces fautes et de ces faiblesses, sans lesquelles vos succès seraient encore plus grands. Vous savez quelles sont nos tâches pour cette année. Elles sont grandes, mais nous devons et nous pouvons les accomplir. Nous les accomplirons sûrement si vous, communistes, donnez l'exemple en corrigeant les erreurs et en vous dévouant corps et âme pour la victoire du Plan quinquennal.

Comme vous avez pu le voir dans nos exposés à la dernière session de notre Assemblée nationale, cette année la ligne de notre production est nettement tracée : ce qui doit avoir la priorité et ce que cela signifie est bien déterminé. Il va de soi que nous devons strictement nous orienter en conséquence. Les intérêts locaux ne peuvent ni ne doivent prétendre à la première place dans

vosre travail. Ils sont subordonnés à l'intérêt commun. Il n'est plus question de proposer ceci ou rejeter cela. Nous savons exactement ce qu'il nous faut faire, et si nous suivons la ligne que nous nous sommes tracée, le succès complet est assuré. Ce qui est de première importance cette année c'est le problème de la mobilisation et de la bonne répartition de la main-d'œuvre. Je pense, camarades, qu'il y a encore à la campagne assez de main-d'œuvre inutilisée, qu'il faudra engager dans différents travaux. Ne soyez pas avarés de mots pour expliquer au peuple combien il est important que tout homme valide travaille quelque part, et précisément là où il est le plus nécessaire.

Je désire attirer votre attention sur un autre problème important, le problème de l'épargne. Notre situation actuelle nous contraint à veiller tout particulièrement à l'économie des divers matériaux. Il faut prendre soin du bien du peuple, de ce bien que l'on traite quelquefois d'une façon négligente et même criminelle. C'est à vous, communistes, d'en être les gardiens vigilants. Sachez qu'il y a encore de nombreux éléments malveillants, hostiles même, qui dilapident le bien du peuple. Il est vrai que nous les découvrons et ils sont alors sévèrement punis. Mais tout cela n'est pas assez efficace. Chacun doit veiller à empêcher que la propriété du peuple ne soit dilapidée. Nous avons un contrôle d'Etat et c'est à vous de lui venir en aide dans l'exercice de ses fonctions. Toute irrégularité devra lui être signalée à temps si, pour une raison quelconque, vous n'êtes pas vous-mêmes en mesure de la redresser.

En votre qualité de dirigeants, vous devez par-

ticulièrement faire attention comment vous vous comportez envers le peuple. Vous ne pouvez vous comporter comme celui qui commande, mais comme celui qui explique patiemment et qui aide le peuple. Bien des malentendus seraient facilement aplanis si vous expliquiez clairement au peuple les différentes mesures prises par le Gouvernement. Lors de la promulgation d'un décret, par exemple, vous devez être les premiers à l'étudier attentivement pour l'appliquer ensuite avec souplesse sans toutefois transgresser la loi. Notre peuple sait respecter la loi, comme il sait aussi éprouver un profond ressentiment contre l'injustice de certains procédés s'ils se renouvellent fréquemment.

S'il y a pénurie de quelque chose, ne cherchez pas à justifier cette situation si vous voyez qu'elle n'est pas inévitable, c'est-à-dire que la pénurie existe par la faute de quelqu'un. Il est préférable de nous signaler ces choses immédiatement, afin que nous puissions y porter remède.

Soyez de bons administrateurs de cette propriété qui est la vôtre, ayez l'œil à tout et étendez vos soins aussi bien aux hommes qu'aux biens matériels de nos peuples.

J'ai suivi les travaux de votre Congrès et j'ai vu que vous avez abordé presque tous les problèmes importants et, aussi, traité de vos faiblesses. Mon unique désir est que toutes les résolutions qui ont été votées soient effectivement mises à exécution. J'attirerai toutefois votre attention sur une chose que j'ai remarquée à plusieurs reprises, à savoir l'attitude incorrecte en ce qui concerne la critique et l'autocritique, et cela non seulement

dans les organisations de base, mais aussi dans les organisations supérieures. Il est de nombreux membres du Parti qui n'admettent pas volontiers la critique. Bien entendu, il n'est pas très agréable d'être critiqué, mais c'est utile pour l'éducation des membres du Parti. Autrement, on risque de voir s'installer en maître dans nos organisations du Parti un libéralisme pourri et un esprit petit-bourgeois. Pour garder une prétendue harmonie dans les organisations, on commence par fermer les yeux sur de petites fautes, et ensuite sur des fautes plus graves. C'est là un danger sérieux pour le développement normal des organisations du Parti et l'éducation de ses membres. Il faut sévir avec rigueur contre cela et les camarades ne doivent pas hésiter à critiquer s'ils sont sûrs d'avoir raison. Tout membre du Parti qui s'en formalisera n'est pas un communiste éduqué et doit le reconnaître lui-même.

La qualité première d'un communiste est l'autocritique, la sévérité envers soi-même, envers ses propres fautes, mais aussi l'acceptation des critiques d'autrui si elles sont fondées. Mais si nous sommes, avant tout, sévères envers nous-mêmes, c'est-à-dire si nous pratiquons au plus haut degré l'autocritique, il ne sera pas nécessaire que d'autres nous critiquent. On s'insurge le plus souvent contre la critique par vanité, par absence de modestie, sentiments extrêmement pernicieux, dont tout communiste doit se corriger.

J'ai également remarqué que de nombreux camarades dirigeants ne vivent pas une vie complète de membre du Parti, c'est-à-dire qu'ils ne déploient aucune activité dans les organisations

de base. Il va de soi que cela n'est pas régulier. Ces camarades perdent non seulement le contact avec la vie et l'activité des organisations de base du Parti, mais aussi un peu l'esprit du Parti lui-même, car cet esprit ne vient pas spontanément, mais s'acquiert dans la vie quotidienne du Parti. Il s'exprime ensuite d'une manière positive dans l'activité déployée par les membres dans l'exercice des tâches et des fonctions d'ordre soit économique, soit politique qui leur sont assignées.

Je souligne, camarades, qu'il ne s'agit pas là de choses insignifiantes. Notre Parti est appelé à travailler dans des conditions extrêmement difficiles, c'est pourquoi il faut que la discipline et la vraie vie de parti règne dans son sein. Cultivez surtout cette camaraderie qui a toujours été votre soutien moral le plus ferme aux heures les plus sombres de la Guerre de Libération nationale. Vous en avez encore besoin aujourd'hui où notre Parti lutte pour accomplir des tâches si difficiles.

Permettez-moi, camarades, de m'arrêter un peu plus longuement sur les méthodes de la propagande qui s'est déchaînée contre nous, surtout ces derniers temps, dans des pays dont les dirigeants continuent à déclarer qu'ils sont animés d'intentions amicales à l'égard de nos peuples.

La propagande peut revêtir des aspects multiples : elle peut être loyale ou déloyale, honnête ou malhonnête, mensongère ou véridique. Je vous entretiendrai principalement de la propagande mensongère. La propagande mensongère a pour but d'abuser le plus grand nombre de personnes possible et de déguiser les faits sous de fausses

apparences. Elle est calculée de manière à faire prendre, ne serait-ce que temporairement, le mensonge pour la vérité et par là même, bien entendu, la vérité pour le mensonge. C'est là une chose foncièrement immorale et qui a toujours été jugée comme telle. La propagande mensongère doit permettre d'atteindre certains buts qui, selon les conceptions humaines, ont toujours été estimés malhonnêtes. Nous rejetons une telle propagande comme indigne des communistes. C'est là l'héritage le plus vil du monde ancien, des anciens ordres et usages sociaux où le mensonge et la duperie jouaient et continuent à jouer un rôle de premier plan.

Nous nous trouvons actuellement placés dans une situation telle que nous devons combattre les forces considérables d'une propagande mensongère dirigée contre notre pays. Cette propagande est dirigée contre nous de l'Est aussi bien que de l'Ouest. L'une et l'autre a des desseins que l'on ne saurait appeler honnêtes. Nous savons que même avant la publication de la fameuse Résolution certaines personnalités dirigeantes des pays amis avaient déjà formulé la menace que nous ne devions pas compter sur le succès car on allait déclencher contre nous un puissant appareil de propagande. Nous savions quelles difficultés nous attendaient si cet appareil de propagande était employé contre nous, mais nous ne prévoyions pas qu'il tomberait assez bas pour se servir des méthodes bien connues de la propagande de Goebbels et de la propagande réactionnaire du capitalisme occidental. L'eussions-nous su, nous n'aurions pas agi autrement que nous l'avons fait. Dans l'intérêt de l'internatio-

nalisme, dans l'intérêt de l'évolution ultérieure du socialisme dans le monde, nous avons dû accepter la lutte pour la vérité contre le mensonge et l'altération des faits, pour l'éthique socialiste et une conception juste des relations entre les pays qui édifient ou tendent à édifier le socialisme.

Oui, un puissant appareil de propagande fonctionne actuellement contre nous, mais il se sert de moyens vils et malhonnêtes contre un petit pays aux traditions héroïques de lutte ininterrompue pour la justice et la vérité. Cet appareil de propagande s'acharne aujourd'hui sur les conquêtes de la lutte de Libération nationale, sur l'édification du socialisme dans notre pays. Notre appareil de propagande est loin d'être aussi puissant : il est faible, mais il nous sert, tel quel, à faire connaître, dans une intention amicale, les efforts et les succès des pays de démocratie populaire et de l'Union Soviétique. Pendant que nos stations de radiodiffusion parlent du développement culturel, de l'édification et des succès de ces pays, les stations de radiodiffusion des pays de démocratie populaire diffusent les plus grossières calomnies et injures contre notre pays. Elles vont même jusqu'à se mettre à la disposition des criminels qui ont trahi notre pays, pour leur permettre de lancer leur venin contre nous.

En ce qui nous concerne, camarades, seuls nos exploits passés et les faits de l'heure présente parlent en notre faveur. Mais c'est là notre force. Notre lutte contre la propagande mensongère consiste actuellement à faire connaître au monde la situation exacte, à révéler les faits, la réalité.

Nous tenons beaucoup à ce que les éléments progressistes dans le monde apprennent la vérité à notre sujet. Nous tenons à ce que tous les travailleurs, dans tous les pays du monde, sachent qu'en combattant pour la vérité nous n'affaiblissons pas les forces progressistes du monde, au contraire, nous les raffermissons. Nous déclarons et ne cesserons de déclarer que la voie que ceux qui nous critiquent ont choisie est mauvaise, nuisible au mouvement ouvrier international tout entier.

Camarades, il est évident que nous n'avons pas la possibilité à l'heure actuelle de faire en sorte que la vérité à notre sujet soit rapidement répandue dans le monde. Cette vérité ne se fraie un passage que très lentement, car elle se heurte à ce puissant appareil de propagande dont on nous a menacé et qui propage tous les mensonges et toutes les inventions possibles. Mais elle finira par atteindre tous ceux qui sont épris de vérité, qui désirent connaître la situation exacte chez nous et qui représentent la grande majorité dans le monde. S'il n'en était pas ainsi, les perspectives de la réalisation de meilleures relations sociales dans le monde seraient extrêmement sombres.

La propagande des stations de radiodiffusion des pays de démocratie populaire contre notre pays ne peut être comparée qu'à celle des stations de radiodiffusion réactionnaires et fascistes aux jours de la campagne la plus effrénée contre l'Union Soviétique, pendant les années qui ont suivi immédiatement le triomphe de la Grande Révolution d'Octobre et à l'époque de l'agression hitlérienne. La seule différence, c'est que l'Union

Soviétique n'avait contre elle que la propagande de la réaction internationale, tandis que nous avons contre nous et la propagande de la réaction internationale et celle des pays de démocratie populaire et celle de la station de radiodiffusion de Moscou.

Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie qu'une campagne dénuée de principes a été déclenchée contre nous dans les pays avec lesquels nous avons signé des accords d'amitié et de collaboration culturelle, accords qui se trouvent réduits à néant par une telle campagne. Car peut-on parler de collaboration culturelle quand tous les moyens de propagande sont mis en œuvre pour briser un pays ami ? Nous devons nommer cette propagande par son nom : c'est une propagande hostile, une propagande contre-révolutionnaire, car elle vise un pays socialiste.

Il est vrai que cette campagne voudrait se dissimuler derrière le prétexte qu'elle n'est pas dirigée contre nos peuples, mais seulement contre les dirigeants de notre pays. Or, c'est là une phrase hypocrite, car il ne s'agit pas uniquement de propagande, mais de faits et procédés hostiles employés contre nos peuples eux-mêmes. Il suffit de citer le comportement envers nos sportifs à Budapest, à Bratislava, à Prague, etc., puis contre nos représentants à l'étranger, par exemple à Berlin, à Budapest, à Sofia, en Albanie, en Tchécoslovaquie, etc., ensuite les persécutions de nos minorités en Roumanie et en Bulgarie, l'attitude adoptée envers nos ressortissants en Hongrie, etc. Ce n'est pas par dizaines, c'est par centaines que nous pourrions fournir les exemples mon-

trant comment les peuples de notre pays ont été offensés par leurs prétendus amis dans les pays de démocratie populaire. Tout ceci suscite chez nos peuples une profonde indignation. Les rédactions de nos journaux ainsi que nos stations de radiodiffusion reçoivent des lettres en masse des citoyens de différentes parties du pays qui expriment leur révolte devant les agissements de ces soi-disant amis de nos peuples, dont les déclarations hypocrites ne font qu'aggraver leur indignation, car celles-ci sont faites dans le désir évident de briser cette unité de nos peuples qui constitue leur rempart contre tous les assauts de l'extérieur.

Camarades, lorsque des divergences de vue ont surgi entre le PC (b) et nous, c'est-à-dire lorsque nous avons reçu les fameuses lettres qui nous accusaient injustement, nous avons cru que cela s'aplanirait entre nous et le PC (b), que tout cela devait demeurer entre nous, car nous tenions alors -- tout comme aujourd'hui -- à éviter qu'il en résulte un préjudice quelconque pour le mouvement progressiste dans le monde. Mais quand la Résolution du Bureau d'Information a été prise, et, surtout, quand les lettres en question ont été publiées et même diffusées clandestinement chez nous, nous avons acquis la conviction que cette affaire aurait de graves conséquences non seulement pour notre pays mais pour tout le mouvement progressiste mondial. Dans cette situation pénible, nous avons décidé de ne pas exposer nos arguments, à l'exception de nos réponses aux lettres, afin de ne pas envenimer davantage nos relations. Vous vous souvenez que nous avons informé les membres du Parti

avec une grande circonspection et que nous ne l'avons fait que lorsque le PC/b/ eut rendu publique toute cette affaire. Pendant tout ce temps notre attitude était de parler et écrire le moins possible à ce sujet, mais ceux qui nous critiquent ont mal interprété notre silence et leur campagne de calomnies contre nous a redoublé d'intensité. Nous nous sommes efforcés de répondre à cette campagne dénuée de principes sur un ton aussi pondéré que possible et en nous basant sur des principes — ce que nous continuerons à faire à l'avenir. Mais aujourd'hui l'affaire a pris un tel caractère et une telle ampleur que nous sommes contraints de dénoncer toutes ces calomnies et ces mensonges, de quelque côté qu'ils émanent, avec la plus grande énergie. Nous continuerons à tenir compte de ce qui est dans l'intérêt du mouvement progressiste international et de ce qui ne l'est pas, mais nous devons réfuter les mensonges et révéler la vérité, dans l'intérêt non seulement de notre pays, mais de l'internationalisme en général, dans l'intérêt de la morale socialiste.

Lorsque ceux qui nous critiquent se sont rendu compte qu'ils étaient allés trop loin en contestant les mérites de notre pays dans la grande guerre de Libération, ils se sont mis à écrire et à proclamer que notre peuple s'était, certes, battu héroïquement, mais seul, sans direction. A les entendre, nos hommes aiment se battre et ils n'ont attendu que l'occasion pour satisfaire leur désir fougueux sur un champ de bataille, et pour cela il n'est besoin ni d'organisation, ni de direction, ni de compétence, ni de capacités. Il y a longtemps

que nous n'avions eu l'occasion d'entendre une aussi grande stupidité.

Que personne ne pense que nous ayons jamais songé, et moins encore désiré mener cette lutte pour nous justifier de quoi que ce soit, car nous n'avons pas de quoi nous justifier. Si l'on voulait apprécier objectivement de quel côté se trouvent le plus d'erreurs, le plus d'invectives anti-marxistes, nationalistes, anti-internationalistes et autres, ce n'est certes pas nous qui serions déclarés coupables, mais bien ceux qui nous critiquent et à qui on a pleinement le droit d'imputer tout ce dont nous accuse la Résolution du Bureau d'Information.

Camarades, certains hommes, dans notre pays et à l'étranger, considèrent toute cette affaire comme bien tragique. Ils la jugent même si tragique qu'ils estiment que nous devrions sacrifier non seulement nos personnes, mais le pays et les conquêtes de notre lutte, uniquement pour que l'unité règne au sein du mouvement progressiste international. Cela est, certainement, complètement erroné. En agissant ainsi, on n'aiderait en rien le mouvement progressiste international. Bien au contraire. On ne ferait que sanctionner une méthode qui n'est ni marxiste, ni internationaliste, et il en résulterait à l'avenir un préjudice considérable pour le mouvement progressiste international. Qui parle aujourd'hui d'avouer même ce qu'on n'a pas commis ? Ce sont des faibles, des demi-marxistes, des velléitaires, des gens qui ne voient pas plus loin que le bout de leur nez. Ils ne peuvent pas comprendre qu'il s'agit ici de tout autre chose que d'un simple renoncement

aux postes dirigeants de la part de Tito, par exemple, ou de Rankovitch, de Djilas, de Kardelj, etc... Ils ne voient pas qu'il ne s'agit pas ici de reconnaître des erreurs, mais de tout autre chose, et que c'est parce que nous étions liés par cette « autre chose » que nous nous sommes abstenus d'aller à Bucarest et que nous avons bien fait de ne pas y aller. Cette « autre chose » c'est, premièrement, la question des relations entre les pays socialistes à une étape donnée, ce dont nous avons déjà parlé ; deuxièmement, la question des relations économiques ; troisièmement, la question de savoir comment et quand pourra s'opérer la fédération, des Bulgares et des Yougoslaves, par exemple ; quatrièmement, la question des malentendus sur la forme de nos relations économiques et autres avec l'Albanie ; cinquièmement, la manière fautive, incorrecte dont on traite notre pays, qui a consenti des sacrifices immenses pendant la guerre et mérité plus d'égards en tant qu'allié le plus fidèle aux heures les plus sombres pour tous les peuples asservis d'Europe — particulièrement pour les peuples de l'Union Soviétique.

Ce sont là plusieurs questions qui peuvent être condensées en une seule : comment les pays socialistes, arrivés à l'étape actuelle, peuvent-ils et doivent-ils régler leurs rapports, afin que la solution qu'ils auront trouvée serve de stimulant au développement ultérieur du socialisme dans le monde, afin que le socialisme, en tant que nouvelle forme de la société, devienne le but auquel aspirent tous les hommes progressistes du monde, et non pas seulement la classe ouvrière, qui est le protagoniste de ce nouvel ordre social plus juste ? Il est indispensable pour cela

que les dirigeants des pays socialistes s'affranchissent de ces conceptions négatives sur les relations entre pays socialistes, conceptions qui sont courantes dans le monde capitaliste, mais qu'on ne saurait appliquer dans les rapports entre les pays du socialisme, car elles sont de nature non seulement à gêner la marche victorieuse du socialisme dans le monde, mais aussi à lui créer de graves difficultés. Il est particulièrement important que soit respecté dans les pays socialistes le principe de l'égalité des droits des pays, petits et grands, et des peuples, petits et grands. C'est là une chose à laquelle les peuples du monde entier attachent actuellement beaucoup de prix, et non seulement les peuples opprimés, mais tous les petits peuples en général. La moindre violation de ce principe marxiste cause un préjudice considérable à toutes les forces progressistes du monde qui luttent contre l'asservissement des peuples coloniaux par les impérialistes, contre la menace que les forces impérialistes font peser sur l'indépendance des petits peuples.

Camarades, c'est ce principe et aussi d'autres principes du marxisme-léninisme que nous défendons, et c'est pour cela que notre lutte dépasse le cadre de notre pays. En défendant notre point de vue, nous défendons les intérêts de notre pays qui édifie le socialisme, et en défendant les intérêts de notre pays qui édifie le socialisme en tenant compte des conditions spécifiques, nous défendons le marxisme-léninisme contre les visées révisionnistes qui commencent à se faire jour dans la pratique quotidienne et dans la lutte dénuée de principes que mènent contre nous les dirigeants de certains partis communistes. Toutes ces

attaques s'efforcent pour le moment de se camoufler derrière des paroles sur le renforcement du mouvement ouvrier international, etc... Ils ne voient pas qu'ils accomplissent ainsi une besogne contre-révolutionnaire, car ils attaquent un petit pays socialiste qui a servi et sert toujours d'exemple à beaucoup de peuples. Le plus intéressant est que ceux qui nous critiquent n'en appliquent pas moins chez eux ce qui faisait récemment chez nous l'objet de leurs attaques : par exemple, le système des prix connexes en Hongrie et en Albanie, le système des prix doubles que la Tchécoslovaquie est en train d'introduire, la collectivisation des campagnes et la lutte contre les koulaks, le problème du Front Populaire, etc. Pour prouver qu'ils ne désirent pas suivre la même voie que nous, certains pays de démocratie populaire avaient commencé à dissoudre leur Front Populaire, mais ils le réintroduisent actuellement par une porte de derrière. On prétend que dans son discours au Congrès du PCB, le camarade Dimitrov aurait donné les définitions du caractère du pouvoir dans les pays de démocratie populaire, alors que tout cela était déjà contenu dans nos documents d'avant et pendant notre Congrès à nous, qui est antérieur de plusieurs mois au Congrès du PCB. En un mot, j'ai mentionné tout ceci pour montrer la confusion qui règne dans les conceptions de certains partis communistes et la pusillanimité de certains dirigeants de ces partis. Pourquoi ces camarades sont-ils obligés de changer leur position sur certaines questions au sujet desquelles ils nous ont attaqués ? C'est parce qu'ainsi le veulent la vie et la pratique. Et tout cela prouve à quel point la critique dont nous

sommes l'objet est dénuée de principes, cela prouve avec évidence qu'il s'agit, en réalité, d'autre chose que de ce dont nous avons été accusés et ce dont on nous accuse encore.

Comme vous le voyez, camarades, toute cette affaire n'est pas tragique pour nous, mais elle est nuisible. Elle fait sans aucun doute du tort à tout le mouvement progressiste mondial, mais elle a aussi son côté positif, car elle oblige à trouver une solution plus heureuse des relations mutuelles entre les pays socialistes et de quitter la fausse voie sur laquelle on s'est engagé. Si on abandonne cette voie -- et cela est indispensable -- le mouvement progressiste international en tirera un avantage énorme et notre lutte, la lutte de notre Parti, portera des fruits au décuple. C'est pourquoi nous devons et nous pouvons supporter les plus graves offenses et les plus grandes difficultés, conscients de le faire pour le triomphe d'une cause juste. Cela ne peut, en fin de compte, porter préjudice ni à l'Union Soviétique, ni aux pays de démocratie populaire, car ce qui est profitable au mouvement ouvrier international doit être également tout à l'avantage des pays de démocratie populaire et de l'URSS.

Notre perspective est claire. Nous devons persévérer dans notre voie et édifier le socialisme dans notre pays, et nous l'édifierons, en dépit des obstacles. Quand nous aurons édifié le socialisme, les accusations tomberont d'elles-mêmes. La preuve sera faite de ce dont est capable un Parti qui a des objectifs bien définis et qui est uni, de ce que peuvent faire les peuples d'un pays, même petit, s'ils sont unis et ont foi dans le Parti

-- 21 --

qui les guide. Soyons profondément convaincus que notre Parti conduira nos peuples à une vie meilleure, au socialisme.

Je voudrais terminer, camarades, en vous invitant de nouveau à déployer les plus grands efforts dans votre activité quotidienne, en vue de la réalisation de notre Plan quinquennal, à travailler encore plus assidument à l'édification du socialisme dans notre pays. Gardons l'unité de notre Parti comme la prune de nos yeux. Chassons de nos rangs tous les éléments étrangers et indécis. Accueillons-y les meilleurs travailleurs de nos usines, de nos mines, de nos campagnes, de notre Armée, de toutes les institutions et localités où nos hommes laborieux prouvent à l'œuvre leur fidélité au Parti et au socialisme. Notre Parti, trempé dans une longue lutte, restera dorénavant aussi fermement uni et monolithe, car cette unité a été le gage de nos victoires dans le passé et sera le gage de nos victoires futures.

Vive le Deuxième Congrès du PC de Serbie !

Vive notre glorieux PC de Yougoslavie !

Que vive et soit éternellement florissante notre glorieuse patrie, la Yougoslavie socialiste !

Approved For Release 2007/03/02 : CIA-RDP83-00415R007200140015-0

Imprimerie RICHARD
24, rue Stéphenson
Paris (XVIII^e)
Tél. Mon. 88-26 et 88-27

Approved For Release 2007/03/02 : CIA-RDP83-00415R007200140015-0